



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 26/01/2026

Rapport de l'Inspection des Installations Classées

Visite d'inspection du 16/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PROTEXSUR

127 avenue Carnot
77140 SAINT-PIERRE-LES-NEMOURS

Références : E/26- 0172

Code AIOT : 0006508371

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2025 dans l'établissement PROTEXSUR implanté 127 avenue Carnot 77140 SAINT-PIERRE-LES-NEMOURS. L'inspection a été annoncée le 24/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle des Installations Classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROTEXSUR
- 127 avenue Carnot 77140 SAINT-PIERRE-LES-NEMOURS
- Code AIOT : 0006508371
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société PROTEXSUR exerce une activité de traitement de surface et de revêtement de pièces métalliques par poudres thermodurcissables et peinture cataphorèse.

Les installations sont constituées de 3 lignes de production :

- la ligne Mâcon comprend du traitement de surface (dégraissage, phosphatation), suivi d'un revêtement de peinture en poudre,
- les lignes Saint-Pierre et Barcelone comprennent du traitement de surface (dégraissage, phosphatation), suivi d'un revêtement de peinture par cataphorèse.

Les activités de la Société PROTEXSUR sont notamment réglementées par l'arrêté préfectoral d'exploitation n° 08 DAIDD 1 IC 015 du 15 janvier 2008 l'autorisant à étendre ses installations de traitement de surface et de cataphorèse sur la commune de SAINT-PIERRE-LES-NEMOURS (77140).

Par arrêté préfectoral complémentaire du 28 janvier 2015 relatif à la mise en œuvre des garanties financières, le tableau de classement relatif aux volumes des bains réellement présents sur le site a été mis à jour.

Par courrier du 24 février 2014, Madame la Préfète de Seine-et-Marne a acté le classement du site au titre de la rubrique n° 3260 (traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m3).

Lors d'une réunion téléphonique du 14 janvier 2022, l'exploitant a indiqué avoir temporairement mis en arrêt la ligne Barcelone. Cet arrêt étant temporaire, le classement du site n'est pas modifié.

La Société emploie environ 60 personnes (comprenant des intérimaires).

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Air
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des Installations Classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des Installations Classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des Installations Classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

A la demande de l'Inspection des Installations Classées, plusieurs Fiches de Données de Sécurité (FDS) ont été vérifiées :

- lessive de soude à 30 % révisée en mai 2025 : celle-ci est indiquée conforme à la réglementation de 2006. En cas de projection, il faut rincer à l'eau. L'exploitant a indiqué disposer de douches et d'un rince-oeil. Il a connaissance qu'il ne faut pas utiliser du jet d'eau en cas d'incendie (cf sa base de données qui précise les moyens d'extinction appropriés tels que "poudre chimique sèche, mousse [...]"). En cas d'émanations de vapeur, la FDS indique qu'il faut porter un appareil respiratoire. L'exploitant a précisé disposer de masques avec cartouche,
- erlaufmittel cathoguard 25 révisée en février 2025, utilisée pour les revêtements et produits connexes : il s'agit d'un produit contenant 100 % alcool. La FDS est indiquée conforme aux réglementations de 2006 et de 2020. Les remarques sont les mêmes que pour la lessive de soude.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des Installations Classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Conditions générales de rejet	Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 3.2.3	/	Demande d'action corrective	6 mois
3	Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 3.2.4	/	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
10	Rétention	Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 7.5.3.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
11	Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 7.6.3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
12	Protection des milieux récepteurs	Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 7.6.5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Contenu et périodicité	Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 3.3.1	/	Sans objet
5	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 4.1.1	/	Sans objet
6	Consommation d'eau spécifique	Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 4.4.1 et	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		4.4.2		
7	Organisation des stockages	Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 5.2.2.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
8	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 7.3.3	/	Sans objet
9	Etiquetage	Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 7.5.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les contrôles réglementaires sont réalisés et les concentrations de polluants émis respectent la réglementation en vigueur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 12/05/2024
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
Constats : <p>L'exploitant a présenté la liste des ESP (Equipements Sous Pression) de son site. Au vu de cette</p>

liste, les contrôles de tous les ESP présents sur le site sont à jour.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conditions générales de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 3.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

N° de conduit n°2 : four 1 de séchage :

- ligne de production : Saint-Pierre
- débit maximal : 933 Nm³/h
- vitesse : 8 m/s
- polluants : NOX exprimés en NO₂, COV non méthaniques, poussières totales

N° de conduit n°3 : four 2 de séchage :

- ligne de production : Saint-Pierre
- débit maximal : 1866 Nm³/h
- vitesse : 7 m/s
- polluants : NOX exprimés en NO₂, COV non méthaniques, poussières totales

N° de conduit n°4 : bain de traitement de surface :

- ligne de production : Saint-Pierre
- débit maximal : 9003 Nm³/h
- vitesse : 35 m/s
- polluants : Ni, acidité totale exprimée en H⁺, alcalins exprimés en OH⁻, NOX exprimés en NO₂

N° de conduit n°5 : bain de traitement de surface :

- ligne de production : Mâcon
- débit maximal : 3287 Nm³/h
- vitesse : 13 m/s
- polluants : acidité totale exprimée en H⁺, alcalins exprimés en OH⁻, NOX exprimés en NO₂

N° de conduit n°6 : four 1 de séchage :

- ligne de production : Mâcon
- débit maximal : 1148 Nm³/h
- vitesse : 5 m/s
- polluants : NOX exprimés en NO₂, poussières totales

N° de conduit n°7 : four 2 de séchage :

- ligne de production : Mâcon
- débit maximal : 1148 Nm³/h
- vitesse : 5 m/s
- polluants : NOX exprimés en NO₂, poussières totales

N° de conduit n°8 : four de séchage :

- ligne de production : Barcelone
- débit maximal : 1866 Nm³/h
- vitesse : 7 m/s

- polluants : NOX exprimés en NO₂, COV non méthaniques, poussières totales

N° de conduit n°9 : bain de traitement de surface :

- ligne de production : Barcelone

- débit maximal : 3200 Nm³/h

- vitesse : 13 m/s

- polluants : Ni, acidité totale exprimée en H⁺, alcalins exprimés en OH⁻, NOX exprimés en NO₂

Constats :

Une campagne d'analyses des rejets atmosphériques a été réalisée en mai 2025 au droit des points de rejets :

- ligne Saint-Pierre :
 - conduit n° 2 : recherche de NO_x (dioxyde d'azote), COVt (Composés Organiques Volatils), méthane, COVnon méthanique, poussières,
 - conduit n° 3 : recherche de NO_x, COVt, méthane, COVnon méthanique, poussières,
 - conduit n° 4 : recherche de NO_x, acidité (H⁺), alcalinité (OH⁻), nickel,
- ligne Mâcon :
 - conduit n° 5 : recherche de NO_x, acidité, alcalinité,
 - conduit n° 6 : recherche de NO_x, poussières,
 - conduit n° 7 : recherche de NO_x, poussières.

Le rapport met en évidence une non-conformité en :

- vitesse minimale d'éjection des gaz pour les conduits n° 2 (4,3 m/s au lieu de 8 m/s) et n° 5 (4,2 m/s au lieu de 13 m/s),
- débit pour les conduits n° 3 (3 856 Nm³/h au lieu de 1 866 Nm³/h) et n° 5 (3 310 Nm³/h au lieu de 3 287 Nm³/h).

Afin de respecter la valeur de vitesse minimale d'éjection des gaz, l'exploitant a indiqué avoir ajouté un cône pour le conduit 7 avant mai 2025. Au vu des résultats qu'il considère comme concluants, il envisage d'en insérer également un pour les autres conduits pour lesquels la vitesse minimale d'éjection des gaz est insuffisante.

L'Inspection des Installations Classées a déjà mis en évidence des non-respects de débits et vitesses minimale d'éjection des gaz lors de précédentes visites d'inspection.

De plus, lors d'une précédente visite d'inspection, l'exploitant avait expliqué que :

- la ligne Saint-Pierre ne dispose que d'un seul four de séchage (le four possède deux cheminées dont une seule est opérationnelle) ; il s'agit du four identifié "four 2" (conduit n°3) dans l'arrêté préfectoral,
- la ligne Mâcon ne dispose pas de deux fours de séchage, mais d'un four et d'un sécheur,
- chaque conduit possède sa cheminée.

L'exploitant a présenté un tableau récapitulatif des analyses portant sur les rejets atmosphériques depuis 2006. Selon celui-ci, il est à noter que :

- pour le conduit 2 : la vitesse minimale d'éjection des gaz est inférieure à la valeur fixée par l'arrêté préfectoral de 2008 depuis a minima 2015,
- pour le conduit 3 : le débit est supérieur à la valeur fixée par l'arrêté préfectoral de 2008 depuis a minima 2006 (parfois le double),
- pour le conduit 4 : le débit parfois supérieur à la valeur fixée par l'arrêté préfectoral de 2008 à 2016 est conforme depuis plusieurs années. Toutefois, la vitesse minimale d'éjection

des gaz est très inférieure à la valeur fixée par l'arrêté préfectoral de 2008 depuis a minima 2006,

- pour le conduit 5 : le débit est parfois supérieur à la valeur fixée par l'arrêté préfectoral de 2008 depuis 2022. De plus, la vitesse minimale d'éjection des gaz est régulièrement très inférieure à la valeur fixée par l'arrêté préfectoral de 2008 depuis 2010,
- pour le conduit 6 : le débit est régulièrement supérieur à la valeur fixée par l'arrêté préfectoral de 2008 depuis 2015,
- pour le conduit 7 : le débit parfois supérieur à la valeur fixée par l'arrêté préfectoral de 2008 a minima depuis 2015 jusqu'en 2020 et conforme depuis plusieurs années,
- de manière générale, les débits et vitesses minimales d'éjection des gaz sont très changeants d'une année à l'autre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit se positionner quant :

- aux éventuels écarts entre les rejets fixés dans l'arrêté préfectoral de 2008 (conduits et nature du rejet) et ceux réellement exploités,
- aux non-respects actuellement constatés pour les débits et les vitesses d'éjection des gaz concernés.

Si l'exploitant souhaite augmenter les débits autorisés, alors il doit transmettre un porter à connaissance afin de demander la modification des conditions d'exploitation avec tous les éléments d'appréciation (notamment l'acceptabilité de cette modification par rapport au risque sanitaire), conformément à l'article R.181-46 du Code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 3.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

La teneur en polluants avant rejet des gaz et vapeurs respecte avant toute dilution les limites fixées comme suit. Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube rapporté à des conditions normalisées de température et de pression après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Concentrations instantanées :

- acidité totale exprimée en H^+ : 0,5 mg/Nm³,
- alcalins exprimés en OH : 10 mg/Nm³,
- NOX exprimés en NO₂ : 100 mg/Nm³,
- poussières : 5 mg/Nm³,
- Ni : 5 mg/Nm³,
- COV non méthaniques : 100 si flux de l'ensemble des émissions < 2 kg/h, sinon : 110 mg/Nm³.

Le flux annuel des émissions diffuses en COV non méthaniques ne doit pas dépasser 25 % de la

quantité de solvants utilisée. [...]
<p>Constats :</p> <p>Une campagne d'analyses des rejets atmosphériques a été réalisée en mai 2025 au droit des points de rejets des lignes Mâcon et Saint-Pierre ; aucune non-conformité n'a été observée.</p> <p>Toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure de préciser le flux annuel des émissions diffuses en COV non méthaniques.</p> <p>L'exploitant a indiqué utiliser peu de substances comportant des solvants. Selon les estimations, le site consomme 185 kg de solvants/mois donc 2,2 t/an.</p> <p>Il a expliqué qu'il n'y a pas d'aspiration au droit des 4 derniers bords de la ligne Saint-Pierre contenant des solvants.</p> <p>De plus, des égouttures ont été observées au droit de la ligne Mâcon. L'exploitant a indiqué que celles-ci sont ensuite dirigées vers la STEP pour traitement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier le flux annuel des émissions diffuses en COV non méthaniques par rapport aux COV utilisés au cours de l'année 2025.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : Contenu et périodicité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 3.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La surveillance des rejets dans l'air porte sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs, - les valeurs limites d'émissions. Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés par l'arrêté préfectoral d'autorisation est réalisée au moins une fois par an selon les normes en vigueur au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations. Les débits issus de chaque exutoire concerné par une limite en concentration sont également mesurés. Une estimation des émissions diffuses est réalisée selon la même périodicité. [...]
<p>Constats :</p> <p>Une campagne d'analyses des rejets atmosphériques a été réalisée en mai 2025 au droit des lignes Mâcon et Saint-Pierre ; la ligne Barcelone est actuellement à l'arrêt et n'a donc pas fait l'objet d'analyses.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 4.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
--

Prescription contrôlée :

[...] Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :

- réseau public : consommation maximale annuelle : 4 500 m³. [...]

Constats :

Selon le tableau de suivi présenté, la consommation en eau s'élève à environ 200 m³/mois, correspondant à moins de 3 000 m³/an.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Consommation d'eau spécifique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 4.4.1 et 4.4.2
--

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
--

Prescription contrôlée :

Article 4.4.1

Les systèmes de rinçage doivent être conçus et exploités de manière à obtenir une consommation d'eau spécifique, rapportée au mètre carré de la surface traitée, dite "consommation spécifique", la plus faible possible. Cette consommation d'eau spécifique est inférieure à 8 L/m² par fonction de rinçage.

Sont pris en compte dans le calcul de la consommation spécifique :

- les eaux de rinçage,
- les vidanges de cuves de rinçage,
- les éluats, rinçages et purges des systèmes de recyclage, de régénération et de traitement spécifique des effluents,
- les vidanges des cuves de traitement,
- les eaux de lavage des sols,
- les effluents des stations de traitement des effluents atmosphériques.

Ne sont pas pris en compte dans le calcul de la consommation spécifique :

- les eaux de refroidissement,
- les eaux pluviales,
- les effluents issus de la préparation d'eaux d'alimentation de procédé.

On entend par surface traitée la surface immergée (pièces et montages) qui participe à l'entraînement du bain. La surface traitée est déterminée soit directement, soit indirectement en fonction des consommations électriques, des quantités de métaux utilisés, de l'épaisseur moyenne déposée ou par toute autre méthode adaptée au procédé utilisé. La consommation spécifique est exprimée pour l'installation, en tenant compte du nombre de fonctions de rinçage.

Il y a une fonction de rinçage chaque fois qu'une pièce quitte un bain de traitement et doit subir un rinçage (quel que soit le nombre de cuves ou d'étapes constituant ce rinçage).

Article 4.4.2

L'exploitant calcule une fois par an la consommation spécifique de son installation, sur une période représentative de son activité. Il tient à disposition de l'Inspection des Installations Classées le résultat et le mode de calcul de cette consommation spécifique ainsi que les éléments justificatifs de ce calcul.

Constats :

La consommation spécifique est réalisée mensuellement à partir de la consommation globale en eau (comprenant également l'eau pour les sanitaires) et non par ligne de production (les calculs sont ainsi majorants).

A fin novembre 2025, la consommation spécifique de l'année s'élève au maximum à 6,5 sauf en août où elle était de 10.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Organisation des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 5.2.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 12/05/2024

Prescription contrôlée :

Toutes les précautions sont prises pour que :

- les mélanges de déchets ne soient pas à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosifs,
- il ne puisse y avoir de réactions dangereuses entre le déchet et les produits ayant été contenus dans l'emballage,
- les emballages soient repérés par les seules indications concernant le déchet,
- les déchets conditionnés en emballages soient stockés sur des aires couvertes et ne puissent pas être gérés sur plus de deux hauteurs.

Les cuves servant au stockage de déchets sont réservées exclusivement à cette fonction et portent les indications permettant de reconnaître lesdits déchets.

Les déchets ne peuvent être stockés, en vrac dans des bennes, que par catégorie de déchets compatibles et sur des aires affectées à cet effet. Toutes les précautions sont prises pour limiter les envois.

Constats :

Lors d'une précédente inspection, certains fûts de déchets situés à proximité de la STEP interne avaient été observés sans étiquette.

Lors de la présente visite d'inspection, des étiquettes ont été observées sur les fûts de cette zone.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 7.3.3

Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie

Prescription contrôlée :

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables. [...]

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Constats :

Une vérification des installations électriques a été réalisée en mars 2025. 8 observations apparaissent, toutes déjà signalées. Le Q18 indique que les installations électriques "ne peuvent pas entraîner de risques d'incendie et d'explosion".

Le précédent contrôle avait été effectué en février 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Etiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 7.5.2

Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie

Prescription contrôlée :

Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. [...]

Constats :

Un étiquetage a été observé sur les bacs de traitement.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 10 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 7.5.3.1
--

Thème(s) : Produits chimiques, Stockage
--

Prescription contrôlée :

[...] Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

100 % de la capacité du plus grand réservoir,

50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention sera au moins égale à :

la capacité totale si celle-ci est inférieure à 250 litres

dans le cas de liquide inflammable, 50 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 litres ;

dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 litres.

[...]

Constats :

Il n'a pas été constaté de récipient pouvant contenir des liquides susceptibles de créer une pollution des sols et/ou des eaux souterraines hors rétention dans le bâtiment.

A proximité de la STEP, le sol (avec cuve souterraine) est considéré comme faisant office de rétention (les déchets liquides ne possèdent pas de rétention individuelle).

Or, au vu des fissures observées, le sol peut ne pas être considéré comme rétention efficace.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
--

Au vu des fissures observées à proximité de la STEP interne, l'exploitant doit se positionner quant à l'efficacité de la rétention des fûts de déchets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois

N° 11 : Ressources en eau et mousse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 7.6.3
--

Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
--

Prescription contrôlée :

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés implantés à 200 mètres au plus du risque permettant d'assurer un débit de 240 m³/h simultané pendant 2 heures sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars ; Dans le cas où le réseau d'adduction n'est pas en mesure de fournir ce débit, il convient de compléter la défense extérieure contre l'incendie par des réserves d'incendie ;
[...]

Constats :

Lors d'une précédente visite d'inspection, il avait été indiqué que les besoins en eau du site étaient estimés à 720 m³, pour un incendie d'une durée de 2h.

Lors de la présente inspection, l'exploitant a indiqué que le débit des hydrants a été contrôlé en mai 2025 pour 3 des 4 hydrants à proximité ; le quatrième hydrant est en réparation depuis 2024. L'un est situé en face du site, deux autres à 100-160 m, le dernier à environ 350 m. Le débit des 3 hydrants est au minimum de 160 m³/h par poteau.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier les distances exactes des poteaux incendie, préciser leurs caractéristiques techniques (DN100 ou DN150) et justifier de la capacité du réseau à délivrer un débit simultané de 240 m³/h.

Si l'exploitant souhaite modifier les prescriptions applicables en matière de défense incendie, alors il doit transmettre un porter-à-connaissance avec tous les éléments d'appréciation conformément à l'article R.181-46 du Code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois

N° 12 : Protection des milieux récepteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 76.5

Thème(s) : Produits chimiques, Rétention

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 12/05/2024

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre y compris les eaux d'extinction d'un incendie et de refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de façon à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche et signalés. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Tout moyen doit être mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces réseaux.

Le volume total des eaux d'extinction pouvant être retenu est de 720 m³. Avant saturation du volume de confinement, l'exploitant recourt à des sociétés spécialisées chargées de pomper les effluents.

La rétention des eaux doit permettre aux sapeurs-pompiers d'accéder au droit des murs coupe-feu et aux différentes issues du bâtiment à pied sec en cas d'incendie.

La vidange des eaux d'extinction d'incendie suivra les principes imposés par l'article 4.3.12 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

Constats :

Contrairement à ce qui a été constaté lors d'une précédente inspection, l'Inspecteur n'a pas observé d'eau à l'entrée de la STation d'EPuration (STEP) interne.

A proximité des gravillons proches de la STEP, des travaux ont été effectués afin d'augmenter la hauteur de la zone de rétention.

Par courrier du 12 mai 2024, l'exploitant a indiqué que la capacité de rétention s'élève à 742 m³ pour une quantité totale à confiner estimée à 600 m³ pour un incendie de 2h. Il est prévu que certaines eaux incendie soient stockées dans les fosses de rétention.

Toutefois, des fissures ont été observées au droit de cette zone utilisée comme rétention en cas d'incendie.

L'exploitant a indiqué avoir acquis un groupe électrogène en cas de coupure électrique afin de diriger les eaux polluées vers les rétentions définies.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit se positionner quant au risque d'infiltration de pollutions dans les sols, au vu des fissures observées à proximité de la STEP interne.

Comme précisé au constat précédent, si l'exploitant souhaite modifier les prescriptions applicables en matière de défense incendie, alors il doit transmettre un porter-à-connaissance avec tous les éléments d'appréciation conformément à l'article R.181-46 du Code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

